

## Goupilleau (rue des cousins)

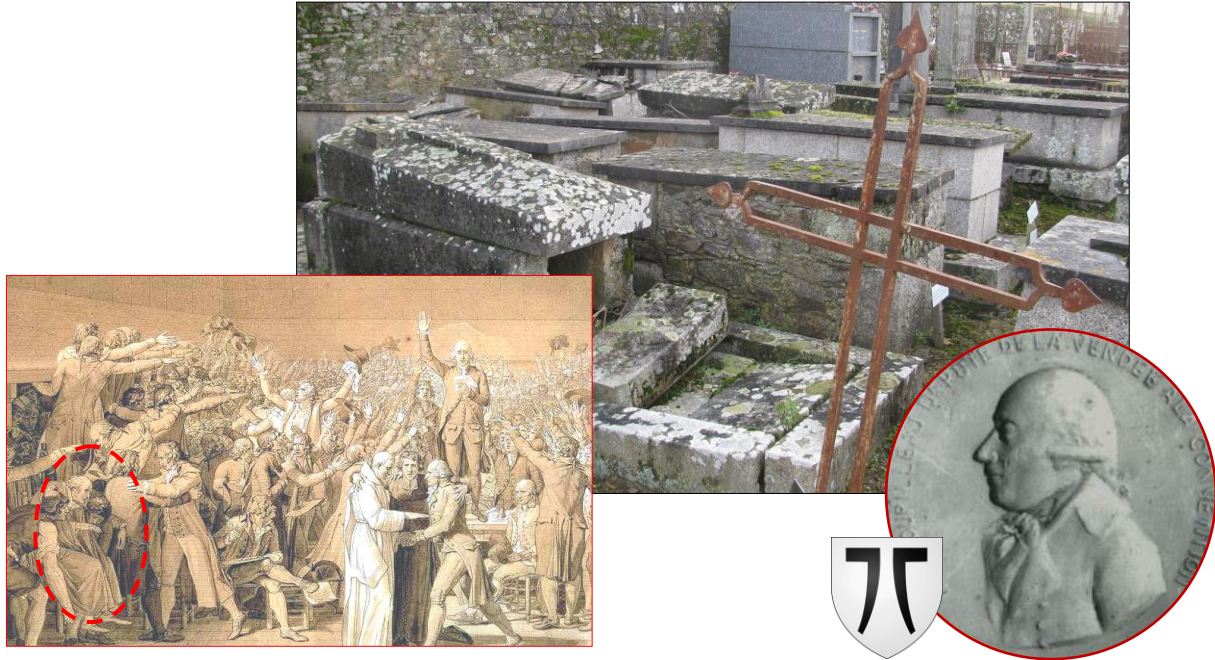
Type de site : voirie

Précisions de localisation géographique :

La "rue des cousins Goupilleau" est située à l'ouest de la voie ferrée et donne sur la rue Pierre Loti.

Cadastré Napoléonien (1814) : Section B

Cadastré Moderne (2010) : Section AB



Au "cimetière Saint-Jacques" de Montaigu en 2012, l'importance du carré des Goupilleau qui manifestait post mortem la réussite familiale.

L'improbable représentation de Jean-François Goupilleau sur l'esquisse en 1791 du "Serment du Jeu de paume" de J.-L. David, tableau resté inachevé, nombre des héros de ce jour ayant été un peu plus tard présentés comme d'infâmes traîtres.

Le blason affiché avant 1789 par la famille<sup>1</sup> et une médaille, conservée dans les collections du musée du Nord-Vendée, figurant Philippe-Charles-Aimé Goupilleau de Villeneuve, élu en 1792 représentant du peuple par 196 voix sur 381 votants.

### Histoire et archéologie

Jean-François (1753-1823) et Philippe-Charles-Aimé (1749-1823) Goupilleau étaient cousins germains. Membres de la bourgeoisie aisée de Montaigu<sup>1</sup>, ils devront leur réussite sociale et politique à la Révolution, et leur fortune économique en sortira remarquablement renforcée.

Jean-François Goupilleau dit "le dragon", ou "de Fontenay", notaire à Montaigu, sera député du tiers-état aux États généraux et, selon une affirmation peu fiable de Charles Dugast-Matifeux, le peintre David l'aurait figuré sur l'esquisse de son tableau "le Serment du Jeu de paume"<sup>2</sup>, ce qui lui a valu postérieurement une certaine célébrité. En 1792, il fut élu député de la Vendée à la Convention, par 254 voix sur 360 votants, les électeurs étant à l'époque en quelque sorte sélectionnés parmi les plus riches et en fonction de critères politiques et sociaux. Par la suite, il sera élu représentant de la Vendée au Conseil des An-

ciens du Directoire par 76 voix sur 98 votants, le nombre des électeurs ayant été de nouveau restreint. En 1797, il dut quitter les fonctions politiques. Inquiété au début de la Restauration comme régicide, il s'exila quelque temps en Belgique, puis revint s'installer à Montaigu où il mourut le 11 octobre 1823, trois mois après son cousin<sup>3</sup>.

Philippe-Charles-Aimé Goupilleau, dit plus tard "de Montaigu", fut de 1775 à 1781 avocat à Paris où il se plaisait à faire suivre son nom par "de Villeneuve", une des propriétés de sa famille, sur Saint-Sulpice-le-Verdon. N'ayant obtenu les succès qu'il espérait, il revint dans sa région natale et y obtint la fonction de sénéchal de Rocheservière grâce à la protection de Jacques Gabriel Le Clerc de Juigné, seigneur de Montaigu, dont plus tard il s'appropriâ une partie des biens. La Révolution fut pour lui une occasion inespérée pour prendre une revanche sur ce statut de simple

petit notable aisé local qu'il vivait mal<sup>4</sup>. En 1789, il fut l'inspirateur et le rédacteur des cahiers de doléances des paroisses autour de Rocheservière. En juin 1790, sa position sociale lui permit de devenir procureur-général syndic (chef de l'exécutif) du District de Montaigu qui venait d'être créé et réunissait, à quelques communes près, les cantons actuels des Herbiers, de Montaigu, de Mortagne, de Rocheservière et de Saint-Fulgent. Localement, l'application qu'il fit des nouvelles lois et réformes, perçues comme étant surtout à l'avantage des nantis dont il était, sera pour beaucoup dans la montée des exaspérations à l'origine du soulèvement populaire de mars 1793. Député à la Législative en 1792, puis à la Convention en 1793, il sera un partisan d'une répression sanglante en Vendée. Cependant, à la fin 1794 et durant l'année 1795, envoyé dans le Vaucluse, il y arrêtera les exécutions faites par les terroristes locaux, et il fera libérer ceux des emprisonnés innocents qui partageaient ses idées politiques<sup>5</sup>. En 1796, à Montaigu et aux environs, il arrondit ses propriétés par l'acquisition de nombreux [biens nationaux](#). Pendant le Directoire il fut de nouveau élu et réélu député de la Vendée au Conseil des Cinq-Cents par le très étroit corps électoral de l'époque. Mais le coup d'état du 18 brumaire An VIII (9 novembre 1799) de Bonaparte l'obligea à quitter la vie politique, et en 1802-1803 il sera même brièvement assigné à résidence à l'île de Ré. La Révolution lui ayant permis en moins de dix ans de passer de l'aisance à une confortable richesse lui permettant de vivre sans travailler, il n'eut pas, arrivé à 47 ans, à reprendre des activités professionnelles. Il se retira au n°11 de la "rue Chauvinière", à Montaigu, une vaste demeure qu'il avait récupérée grâce aux événements qui en avaient tué les propriétaires. Il y vécut de ses rentes et après avoir été inquiété et

exilé pendant quelques mois en tant que régicide au début de la Restauration, il y revint et y mourut quelques années plus tard, le 1<sup>er</sup> juillet 1823.

Les cousins Goupilleau ont pu être considérés comme représentatifs de la partie des bourgeois de la région favorable à la Révolution. Tirant le meilleur parti des changements en cours, ils étaient convaincus que leur statut de sachants et de possédants leur donnait le droit, sinon le devoir, d'imposer leurs façons de penser à une population avec laquelle ils n'avaient que peu de liens et de sympathie. Pourtant, en mars 1793, et contrairement à eux, les membres de la bourgeoisie de Montaigu partagèrent dans leur majorité le fort sentiment d'injustices ressenti par l'ensemble des habitants face à des réformes ne bénéficiant qu'à quelques-uns, et ils prirent part au soulèvement populaire ; la suite des événements les fit disparaître de la ville, tués pour beaucoup ou forcés à partir pour les autres. Début 1794, les familles des Goupilleau et des autres bourgeois "républicains" de Montaigu, réfugiées à Nantes, revinrent dans leur ville vidée de la plupart de ses habitants, et y prirent durablement le pouvoir.

Malgré leur rapide réussite financière et sociale, la correspondance des deux cousins montre qu'à la fin de leurs vies ils avaient le sentiment d'avoir échoué politiquement, n'ayant réussi à contraindre les populations locales à penser comme eux<sup>4</sup>. Cependant, grâce au suffrage censitaire, un des fils de Philippe-Charles-Aimé, Philippe-Omer Goupilleau (1783-1846), sera maire de Montaigu de 1832 à 1837, et au XX<sup>e</sup> siècle, ses descendants montraient fièrement dans leur demeure une "harpe de Marie-Antoinette", acquise par la famille à la faveur de la Révolution ("*des harpes qui sont aussi rares que les chapeaux de Napoléon !*", prétendaient avec malice certains mauvais esprits voisins)<sup>6</sup>.

#### Mentions

Il n'y a pas de liens de parenté entre les cousins Goupilleau et Raphaëline Goupilleau, actrice

née à Montaigu et récompensée en 2008 par le "*Molière de la révélation théâtrale*".

#### Sources ou Références

- <sup>1</sup> Beauchet-Filleau (Eugène), *Dictionnaire historique et généalogique des familles du Poitou*, éd. 1891, t. 4, p. 297 à 304.
- <sup>2</sup> Dugast-Matifeux (Charles), "Notice sur Goupilleau de Fontenay", in *Histoire inédite de Montaigu (Vendée)*, 1845, 48 p.
- <sup>3</sup> Denis (Pierre), "Jean-François Goupilleau (1753-1823), un notaire révolutionnaire", in *Napoléon Bonaparte et la Vendée*, 2004, p. 35-36.
- <sup>4</sup> Bossis (Ph.), *Goupilleau de Montaigu, les apprentissages d'un révolutionnaire vendéen*, 2006.
- <sup>5</sup> Gandrillon (Claude), "Philippe-Charles-Aimé Goupilleau de Montaigu, représentant en mission dans le Midi", in *Recherches vendéennes*, n°17, 2010, p. 127-167.
- <sup>6</sup> Entretiens avec Denise Favreau-Bourquie (1920-2015) ayant fréquenté alors cette famille.